

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

Répondre Non! à la guerre

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore quelle position le Congrès de Toulouse prendra sur le problème essentiel qui se pose aujourd'hui devant tout le prolétariat : le problème de la guerre qui vient. Mais, quelles que soient les déterminations qui seront prises pour le cas d'un conflit éventuel, et la résistance que devra lui opposer la classe ouvrière organisée, nous voulons signaler à nos lecteurs la motion présentée par le Syndicat des correcteurs (on en trouvera le texte par ailleurs). Cette motion, qui est nette et précise, formule en effet fort bien les conséquences d'une guerre moderne pour le prolétariat et pour l'avenir des idées de libération humaine.

Jamais plus que maintenant ne s'est fait sentir la nécessité pour le prolétariat de séparer avec intransigeance sa position de celle de la bourgeoisie.

Le monde est en proie aux rivalités des impérialismes.

La Russie a la plus forte armée du monde — et s'en vante. La France est armée jusqu'aux dents et ce sont maintenant les socialistes qui dénoncent comme une manœuvre les propositions qui tendent à réduire la durée du service militaire. L'Italie obscurcit le ciel de ses avions qui sément la mort sur l'Ethiopie. L'Allemagne, nonobstant les bonnes paroles de son Führer, réarme à pleins bras et aura avant peu rejoué la puissance offensive des grandes nations bénéficiaires du Traité de Versailles.

En Extrême-Orient, le conflit latent menace de se réaliser.

Face à une conjoncture politique mondiale si angoissante, quelle est la position du prolétariat international ? Constatons avec tristesse qu'il n'en a pas, qu'il n'en a plus.

Vingt ans après une guerre dont les millions de morts ont été sacrifiés au nom de la paix définitive, l'humanité aujourd'hui remet ses pas dans les pas sanglants de 1914.

Mieux : toute une idéologie, toute une psychologie se prépare pour faire accepter déjà par avance le suicide collectif. Des apôtres vieillissants, qui, dans la plénitude de leurs forces spirituelles, avaient compris l'énorme duperie que pour les peuples la guerre est toujours ; qui, tout en restant au-dessus de la mêlée, avaient su affirmer avec courage, au plus fort de la boucherie, la grande idée humaine de la réconciliation des peuples, plétiennent aujourd'hui leur passé.

Au nom de la défense d'un régime dont ils font le palladium des aspirations sociales du prolétariat international, régime qui, d'ailleurs, s'éloigne avec une rapidité vertigineuse de ses buts originels, ils tendent aujourd'hui à faire accepter un nouveau massacre.

Face à cette nouvelle trahison des clercs, qui creusent joyeusement ses tombes, jamais la classe ouvrière de tous les pays n'a eu tant de raisons d'être elle-même, jamais elle n'a eu tant de raisons de se méfier des intellectuels, des politiciens, des penseurs, des chefs fétidions.

Jamais elle n'a eu tant de raisons, devant le précipice où on veut la jeter, de dire NON à la guerre !



INSTANTANÉ

La presse de gauche ne nous avait-elle assez répété sous tous les tons, sous le proconsulat du sire de Châteldon, que la France avait une position équivoque à Genève sur la question du conflit italo-éthiopien.

Elle dénonça violemment la collusion Laval-Mussolinienne, tempête contre les tractations louches, s'indigna des lenteurs dans l'application des sanctions attribuées à Laval.

Ce dernier parti du pouvoir, un chant d'allégresse fut entonné par la même presse ; on allait voir ce que l'on allait voir. Le lavalisme était mort et bien mort.

La « victoire » remportée se traduit aujourd'hui dans les faits. Flandin, ministre de l'équité Sarraut soutenu par les gauches, manigance sur le lac Léman de la même façon que le complice du fascisme Laval ! Et la presse de gauche d'être quelque peu gênée ! Dame, on le serait à moins...

Tout de même, ces victoires parlementaires...

LE DECLIC

LES DÉBATS DE TOULOUSE

L'esprit syndicaliste l'a emporté

Il est encore trop tôt pour tirer des débats de Toulouse une conclusion définitive. Bons-nous, pour l'instant, à tirer le sens général qui se dégage des premiers votes intervenus sur les questions de structure.

Ainsi, à une impressionnante majorité, le Congrès a brisé le rêve des communistes de subordonner le mouvement syndical, de l'assujettir à leur politique.

L'importance de la majorité dénote une puissante vague de fond. A coup sûr, une forte inquiétude a secoué les syndicats devant les ambitions effrontées des politiciens du bolchevisme.

Les diverses interventions ont toutes revêtu un caractère impérial, voire même de sommation, au point qu'il n'est pas exagéré de dire que si les thèses unitaires l'avaient emporté, une nouvelle scission aurait été immédiate.

Mais c'était là une éventualité bien improbable, tellement il apparaissait que l'esprit syndicaliste — sans lequel aucun mouvement syndical n'est possible — devait s'assurer une nette victoire sur l'esprit politique. Il était clair aux yeux de tous que les syndicalistes se refuseraient à se faire hara-kiri, surtout à une époque où les partis politiques étaient leur complète impuissance.

Il semble même que, depuis quelques jours, les communistes ne cessaient plus aucune illusion, comme le démontraient leurs variations de langage. Très savoureux ont été leurs propos. Après avoir, durant quinze ans, pétiné rageusement la tombe où ils avaient enterré l'esprit syndicaliste, estimé d'un autre âge, ils ont dû, finalement, s'incliner devant sa force.

Après avoir rejeté la Charte d'Amiens, jugée périmée, ils se sont accrochés précipitamment à elle !

En réaffirmant farouchement son indépendance, le mouvement syndical a incontestablement monté sa vitalité, sa confiance en ses destinées. Il a remporté une grande et peut-être définitive victoire. En tout cas, les libertaires ceuvent pourront qu'il en soit ainsi.

Maître de ses destinées, le mouvement syndical n'en aura pas moins à lutter contre d'autres dangers. L'un de ceux-ci a déjà pointé à l'horizon de l'intervention de Monnousseau : c'est la question de la défense de l'U. R. S. S.

Certes, si en l'occurrence il n'a agi que de grouper tous les pacifistes pour empêcher la guerre par tous les moyens, ce but pourrait rapidement être atteint. Mais Monnousseau a eu le soin de rendre impossible tout équivoque en rappelant certain texte de Jaurès, où le leader

socialiste avait prévu que le premier « pays socialiste » serait entraîné à s'armer pour assurer sa sécurité.

Répondre à des canons par des canons et des obus par des obus, selon la formule citée, cela veut tout simplement dire, et Monnousseau n'a rien fait pour nous détrôner : qu'il faut, dans les circonstances présentes, accepter l'idée même de la guerre. Cela entraîne dans la cours aux armements, à la préparation d'une mystique guerre par le moyen de manifestations du genre Front populaire. Cela remet en vigueur la pratique de la diplomatie secrète et de ses alliances dangereuses. Cela nécessite des alliés puissants dont le maintien et le développement des forces militaires est naturel... selon Staline. C'est là une thèse belliqueuse à laquelle il

a été répondu énergiquement... mais pas suffisamment à notre gré, car on a trop oublié le rôle qui incombe aux futures victimes du Droit, de la démocratie et de la paix !

Une lutte implacable devra être menée contre les partisans de la méthode homéopathique de la lutte contre la guerre !

Tant pis si Staline et ses séides en éprouvent de la mauvaise humeur.

Un autre danger qui menace d'être immédiat et permanent est apparu lors de l'intervention de Frachon : c'est la collaboration des classes, illustrée par la pratique de présence, dont la seule invocation fait naître en trances nos bolcheviks.

Le langage de Frachon est suffisamment clair pour ne prêter à aucune interprétation fausse. Se faisant l'interprète des préoccupations nouvelles des bolcheviks, Frachon a bien dit que d'aller tirer la queue de biche dans les antichambres ministérielles en compagnie de Jouhaux ou d'un autre, n'était pas pour effrayer nos ex-100 %.

Bien loin de là !

De même la C. G. T. réunie se devra d'aller, si l'occasion s'en présente, à la Ligue des brigands impérialistes et au B. I. T. enchainant la classe ouvrière au capitalisme, pour reprendre une expression communiste.

Comme sont déjà loin les articles tout récents des dirigeants unitaires, où l'on nous affirme que l'attitude des ex-unitaires n'était inspirée que par le souci d'axer l'action de la Centrale unique, sur la pratique constante de la lutte des classes.

Ainsi le bolchevisme arrive, d'échec en échec, au stade de sa liquidation finale.

C'était bien la peine de s'être présenté en redresseur de torts de la social-démocratie, de faire la scission, de jeter partout la suspicion, de minier les œuvres ouvrières montées avec tant de peine, de faire souffrir durant quinze années sur le prolétariat un véritable vent de folie.

Tout ça ! pour aboutir à un krach sans précédent dans les annales ouvrières.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur les décisions du Congrès de Toulouse.

Dès maintenant, l'impression la plus nette qui se présente à l'esprit est que si nous voulons que l'unité ne soit pas simplement une réconciliation de deux bureaucraties rivales, il nous faudra mener une lutte de tous les instants, pour que cette unité se traduise dans les faits, par une action accrue des travailleurs plus confiants contre le capitalisme en perdition.

Nous avons la conviction que les syndicalistes révolutionnaires sauront s'y consacrer.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
62 Nos 22 fr.	62 Nos 30 fr.
28 Nos 11 fr.	28 Nos 16 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 596, 29, rue Piat, Paris (20^e).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Du pain pour les chômeurs

La crise économique est l'axe de la lutte sociale présentement. Ce grave problème de l'heure doit retenir l'attention des militants ouvriers au lendemain du congrès de Toulouse.

La question du fascisme est beaucoup plus d'ordre économique que politique. Nous ne pouvons pas oublier l'exemple de l'Allemagne, ce sont les classes moyennes, les chômeurs qui réduits à la plus extrême misère, ont constitué les troupes d'assaut d'Hitler.

Se maintenir à l'éternel mot d'ordre : « donner du pain aux chômeurs, c'est bien, leur donner du travail c'est mieux », est quelque chose de périlleux. Donner du travail, c'est très bien, mais enfin que l'on nous explique comment.

La semaine de 40 heures ? très bien !... mais de quelle efficacité peut être cette réforme, quand on pense que nous avons dans notre pays, près d'un million de chômeurs, que parmi les ouvriers encore employés beaucoup ne font pas quarante heures par semaine. Une telle réforme serait à peine capable de donner du travail à une quinzaine de mille d'ouvriers ; sans doute cela est mieux que rien, mais que deviendront les autres chômeurs ?

Le plan des grands travaux : on en parle toujours, mais on ne les voit jamais venir. Verront-ils jamais le jour ? Dans une époque où les capitaux se tournent, pourra-t-on trouver le financement de ces grands travaux ?

La nationalisation des banques, des compagnies d'assurances ? Mais qui les nationalisera ? Quel est le jacobin, l'homme de bonne volonté, qui tentera de mettre la main sur la banque ? Les dirigeants du Front Populaire, ceux qui ont capitulé devant le mur d'argent en 1926, ceux qui ont fait devant l'ennemi le jour de l'assaut et qui,verts de peur, venaient demander protection à l'organisation ouvrière. Leur passé nous fait craindre l'avenir.

Et même si demain on trouve l'argent indispensable, si ces grands travaux voient le jour, combien d'ouvriers retrouveront une occupation ? 80.000, 100.000 peut-être ? et le reste, que deviendra-t-il ? Ce sera une goutte d'eau dans le gouffre et le problème ne sera pas résolu. Il ne le sera pas, parce qu'il ne peut pas l'être en société capitaliste.

Il ne suffit pas de reconnaître que le libéralisme économique est mort, que le développement industriel l'a tué, il faut se préparer à remplacer ce libéralisme économique par une économie nouvelle où le travail prendra la place qui lui appartient dans l'organisation de la production.

C'est au travers de ses luttes revendicatives que le prolétariat prendra la voie de sa libération. Et la lutte des chômeurs est une des plus importantes. Si l'en ne veut pas que les sans-travail ne rejoignent demain les troupes d'un apprenant dictateur, il est indispensable de les grouper, de les organiser. Pour leur bonne marche, il est indispensable que les comités de chômeurs soient placés en dehors de tous les partis politiques. Ils ne doivent pas être transformés en comités électoraux, comme cela s'est produit trop souvent avec le parti communiste.

Les comités de chômeurs doivent être placés sous le contrôle syndical. Leur rôle ne doit pas se borner à un simple regroupement de façade. Ils doivent établir et formuler les revendications des chômeurs. Ces derniers doivent y trouver le soutien moral et matériel dont ils ont besoin. La solidarité ouvrière ne doit plus être un vain mot à leur égard, elle doit devenir une réalité. Il est indispensable qu'ils ne se sentent plus seuls dans la société.

On sait des comités doivent se constituer des groupes d'achats en commun qui permettent aux chômeurs de pouvoir, bien médiocrement il est vrai, augmenter leur capacité d'achat. Mais qui dans une certaine mesure les empêchent d'aller aux soupes populaires des Croix de feu ou autres fascistes. Les comités se doivent aussi de défendre les chômeurs contre toutes les tracasseries administratives, et l'arrogance de certains fonctionnaires. Ils se doivent d'organiser des marches de la faim pour forcer à agir les pouvoirs publics sur leur sort, des manifestations devant les chantiers, des usines où la journée de huit heures n'est pas respectée, et sur ces points, l'aide des organisations syndicales est indispensable aux comités de chômeurs.

De cette manière l'organisation syndicale les groupera autour d'elle. Elle les mettra à l'abri de toutes ambitions politiciennes. Elle ne permettra pas que la misère des sans-travail serve de tremplin électoral aux démagogues prétdus révolutionnaires du parti communiste, pas plus qu'aux apprenants dictateurs fascistes. Tant que la société capitaliste ne pourra pas donner du travail aux chômeurs, et cela ne lui est pas possible, la question du pain pour les chômeurs se pose, et c'est elle qu'il faut résoudre. Si l'organisation syndicale ne veut pas failrir à son devoir, elle doit s'en préoccuper.

R. FREMONT,

Oui ou non : les anarchistes espagnols ont-ils voté ?

Le bruit a couru, il court encore — qui sait quand il s'arrêtera ? — que les Anarchistes Espagnols ont voté, le 16 février dernier et que, par leurs suffrages, ils ont assuré la victoire des Gauches qui vont ainsi posséder aux Cortès la majorité absolue.

On aperçoit sans peine l'intérêt que les partis politiques d'Espagne (et d'ailleurs) de gauche et ceux de droite, ont à mettre en circulation une telle information.

Le chef de la coalition réactionnaire : Gil Robles a dit et répété : « Nous avons été battus par les Anarchistes ». Cette déclaration sous entend ceci : Les éléments d'ordre et d'honnêteté, toute cette partie de la population qui compose l'ensemble de « ce qu'on a coutume d'appeler les braves » gens, en un mot tout ce que l'Espagne compte de personnes sérieuses, propres, intéressantes, a voté pour nous. Mais, ont voté pour nous adversaires tous les extrémistes, y compris ces incroyables agitateurs, ces gens de sac et de corde, ces subversifs qui ne reviennent que d'insurrection et de brigandage, de désordre et de sang : les anarchistes. C'est à cet imprévisible concours que les partis de gauche sont redevenus de leur succès !

Tout beau, Messieurs !

Vous échafaudez prématurément tout un plan de bataille électoral dont la réussite aurait pour conséquence de vous hisser au pouvoir.

Ce que vous ferez de ce pouvoir, je ne le sais que trop ; mais nous avons encore le temps d'en parler.

Pour le moment, il s'agit uniquement de savoir si, oui ou non, les anarchistes espagnols, lors de récentes élections aux Cortès, ont voté et conseillé de voter, rompant ainsi avec leur abstentionnisme constant. C'est ce premier point, le seul qui, dans cet examen, soit en discussion et qu'il faut, avant toute autre chose, tirer au clair.

Avant de me prononcer sur ce point capital, j'ai tenu à me renseigner et c'est en m'appuyant sur une documentation puisée aux sources les plus purées, que je suis parvenu à acquérir une certitude.

Comment savoir à quoi s'en tenir ?

Voici, selon moi, le moyen d'y arriver et c'est celui que j'ai employé.

Il est à la connaissance de tous ceux qui sont au courant du mouvement anarchiste

en Espagne que ce mouvement ne possède qu'une organisation qui compte : c'est la Fédération

Premiers chiffres pour un bilan

Qui donc ne se souvient de la formidable campagne qui fut menée dans notre pays, il y a quelques années, pour « l'américanisation » de la production ? Les faits sont bien trop récents et les résultats bien trop mauvais pour que nous puissions oublier.

En ce temps-là, on nous vantait le régime de travail existant en Angleterre et surtout aux Etats-Unis. On nous représentait l'ouvrier américain allant à son travail dans son auto, possédant son cottage et son compte en banque. Et l'on nous disait : voilà le premier but à atteindre, la première révolution à faire. A travail rapide et standardisé, gros salaires, c'est-à-dire élévation du niveau matériel. L'ouvrier habitué au bien-être, n'acceptera plus de retomber dans la misère, ajoutaient les bons apôtres de droite et de gauche, et, ainsi préparée, la deuxième phase de la révolution viendra toute seule, comme automatiquement.

Longue nous disions, nous, que tout cela était un bluff, une vaste supercherie, que le nouveau mode de travail ne pourrait que défaire l'ouvrier, le contraindre un peu plus, l'assujettir davantage, que seuls les patrons trouveraient un bénéfice dans ce nouvel état de choses, on nous traitait de retardataires, d'illuminés. On nous accusait de préférer la misère indolente à la prospérité active.

L'expérience a été tentée un peu partout, bien qu'elle ne s'étende que sur une dizaine d'années, les événements ont marché si vite qu'il n'est pas prématuré d'en rechercher les résultats et de poser les premiers chiffres d'un bilan qu'il nous faudra faire soigneusement.

Puisque la lumière, ou plutôt le bien-être nous venait d'autre-Océan, jetons un coup d'œil rapide sur la situation des ouvriers dans ces pays fortunés.

Le « Comité de la santé publique » vient de mener en Angleterre une enquête qui révèle que quatre millions cinq cent mille personnes ne disposent pour vivre que 4 shillings par personne et par semaine, soit environ 2 fr. 15 par jour. Pour atteindre le

minimum indispensable au maintien de la santé de cette population, indique cette enquête, il faudrait que sa consommation en légumes, œufs et viande augmente de 12 à 25 pour cent. Aussi, toujours d'après l'enquête, le rachitisme chez les enfants et la faiblesse physique chez les adultes prévalent chez la moitié la plus pauvre de la population anglaise.

Voilà qui n'est pas mal comme résultat, mais cela n'empêche pas les journaux anglais d'annoncer que, dans la première quinzaine de janvier, les actions des Sociétés de matériel d'aviation et des Sociétés métallurgiques ont atteint des chiffres records.

Aux Etats-Unis, la situation ne semble pas être meilleure si l'on en croit l'Administrateur du Works Progress, qui révèle que près de 21 millions de personnes ne vivent que des allocations fédérales ou locales. Dans la seule ville de New-York, en 1935, la municipalité soutient 1.750.000 personnes, soit un habitant sur quatre.

Que pensent de ces chiffres les partisans du travail à la chaîne, des gros salaires, du compte en banque, de l'auto et de la villa pour tous ?

Il serait facile d'accumuler les faits et les chiffres; je ne veux pas abuser, et, d'ailleurs, j'aurai l'occasion de revenir sur ce sujet. Cependant, comme conclusion, je veux encore mettre sous les yeux des lecteurs quelques autres chiffres dont la clarté, la brutalité même l'aideront, je pense, à tirer des chiffres précédents la leçon qui doit s'imposer.

Voici. Ce passage est extrait d'un article du *New-York Times* intitulé « Quelques bonnes nouvelles » :

La « General Motors » publie son bilan pour l'exercice de 1935. Son bénéfice net a été de 167.200.000 dollars (deux milliards cinquante-huit millions de francs), soit le double du bénéfice de 1934, et le chiffre le plus élevé depuis la fondation de la Société, compte non tenu des années de prospérité, de 1926 à 1929.

J. PAUL MONTELL.

LES COMMUNISTES ET L'INDÉPENDANCE SYNDICALE

La question de direction du mouvement syndical n'est pas une question de déclaration, mais une question de politique et de tactiques justes qui permettraient à la direction du parti communiste de conquérir les masses. Or, l'unité du mouvement syndical assuré au parti communiste la possibilité d'exercer son influence sur des masses plus larges que ce n'est le cas actuellement. C'EST POURQUOI LES CAMARADES FRANÇAIS ONT, AVEC JUSTE RAISON EN NE FAISANT PAS DÉPENDRE LA QUESTION DE L'UNITÉ DE LA QUESTION DE L'INDEPENDANCE DU MOUVEMENT SYNDICAL.

Qu'en signifie cette indépendance ? LES COMMUNISTES RENONCENT-ILS A VOIR DES FRACTIONS COMMUNISTES DANS CES SYNDICATS ? RENONCENT-ILS D'Y POURSUIVRE LEUR POLITIQUE ? BIEN ENTENDU QUE NON. Les socialistes, pour leur part, n'y renoncent pas non plus. (Cahiers du Bolchevisme, 1^{re} novembre 1934.)

Solidarité dans l'effort Responsabilités dans l'action

Quoique hâtivement préparée, la diffusion de notre dernier numéro sur six pages a été un franc succès.

Sans doute notre initiative répondait-elle au désir de nos camarades qui, en outre, ont vu là une nouvelle preuve de la vitalité de notre journal et, chez ses animateurs, la volonté de le placer au premier plan de l'activité sociale.

Sur ce terrain, en effet, la besogne s'annonce rude, mais combien nécessaire.

La campagne électorale qui va s'ouvrir sollicite de notre part un redoublement d'activité pour tenter d'arracher au parlementarisme le masque trompeur dont il se pare devant les toutes crédules.

La législature qui s'ouvrira fut partiellement édifiante sur les meurs des affaristes du Parlement et sur l'impuissance ou la complicité des « représentants du peuple souverain » devant le despotisme des 200 familles et autres filibustiers.

La encore, LE LIBERTAIRE ne manquera pas à sa tâche, qui est de rappeler à la classe ouvrière, devant tant d'expériences décevantes, qu'elle n'a à compter que sur son action propre pour réaliser ses aspirations.

Que c'est dans la mesure où elle a su conquérir de haute lutte des améliorations à son sort que les législateurs se sont inclinés devant le fait accompli.

Nous en profiterons pour continuer à démasquer les mauvais bergers et les profiteurs de tout acabit qui veulent abuser d'elle.

Pour réaliser ce programme d'action immédiate, ne sommes-nous pas en droit de compter sur l'appui de tous ceux qui approuvent notre position, non seulement pour qu'ils nous aident financièrement, en participant à notre souscription permanente, mais aussi pour nous recruter les 2.000 lecteurs et 500 abonnés nouveaux qui assureront la stabilité de nos finances et nous permettront de faire toujours mieux.

Que chacun y songe et adresse sans tarder son abonnement à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris-20^e. Chèque post. Paris 596-03.

Notes et Gloses

◆ Sasia, qui fit passer de vie à trépas deux ou trois pauvres types, d'où son surnom de tueur de bergers, a été guillotiné il y a quelques jours. Et ses dernières paroles furent : « C'est bien embêtant de mourir ! » Tant de candeur m'émeut. Et je me demande si ces paroles ne furent pas également les dernières de ces grands capitaines à figure de héros, qui, la conscience tranquille, moururent de vieillesse dans leur lit, après avoir fait assassiner des centaines de milliers d'êtres humains pendant la boucherie.

Le 26 février, dans l'*'Humanité'*, Jacques Duclos fait un article sur Verdun, et déploré que « pendant qu'ils étaient là-bas, sous la mitraille, les marchands de canons faisaient des affaires ». Je ne le déplore pas, c'est si normal. Mais, ce que je déplore c'est que Duclos et ses acolytes glorifient l'armée rouge et soient prêts à envoyer des millions de pauvres bougres se faire casser la gueule pour la soi-disant défense de la soi-disant révolution prolétarienne, pour le bénéfice certain des marchands de mort subite.

Dans le même article, Duclos nous dit que pendant ce temps-là, « Laval se lâcha dans les affaires qui devaient l'enrichir ». En 1916, ce n'est peut-être pas encore exact. Mais, à quelques mois près, je ne veux pas contester la matérialité des faits. Cependant, quelque chose me chagrine. Pourquoi dans le grand journal des masses, ne cause-t-on jamais des trois députés socialistes : Blanc, Brizot, Raffin-Dugens, qui seuls eurent le courage de refuser le vote des crédits de guerre ? Aurait-on peur que les nouveaux venus au parti, non-députés politiquement, demandent ce que faisait le vénérable sénateur pendant ce temps-là, et que l'on soit obligé, pour dire la vérité, d'avouer l'ambassade extraordinaire auprès de Mussolini ?

Vendredi soir, à la Mutualité, il y eut un meeting en faveur de l'*'Anarchie'*. Ce fut désastreux. Il n'y avait pas 500 personnes, malgré l'affirmation mensongère de l'*'Humanité'* qui, le lendemain, annonçait des milliers d'auditeurs. Au moment de la plus grande affluence, entre 20 heures et 20 heures 30, il est entré exactement 64 personnes. Pourquoi mentir ? Ne vaut-il pas mieux montrer à la foule sa veulerie et essayer de l'en faire sortir ?

Sommes-nous oui ou non contre les deux ans ? Oui ! Le Front populaire est-il oui ou non contre les deux ans ? Oui ! D'après ce qu'il y a de tout le monde écrit, en effet, dans le Popu du 20 février ? Ceci : Boyer et Vialat, députés de droite, demandent le retour à la loi d'un an. Alors, Marcel Bidouz crié à la provocation et dit qu'il s'agit d'un piège. Ne croyez-vous pas que si la sincérité était le propre des politiciens, tous les communistes et les socialistes en tête, ne devraient pas au contraire appuyer cette proposition ? Et que pensent les jeunes des salauds qui les dirigent ?

HENRI GUERIN.

La tournée de Frémont

La tournée de notre ami Frémont, sur le point de se terminer, s'est poursuivie avec un franc et légitime succès. Frémont a visité déjà plus de vingt localités et partout il a su défendre avec honneur nos idées et nos conceptions. Rappelons les dernières villes où notre camarade parlera avant son retour :

Vendredi 6 mars, à OULLINS.

Samedi 7 mars, à GENEVE.

Dimanche 8 mars, à CHAMBERY.

Lundi 9 mars, à RIVE-DE-GIER.

Oui ou non : les anarchistes espagnols ont-ils voté ?

(Suite de la 1^{re} page.)

De ce qui précède, il résulte que, quelles que soient les affinités qui relient la C. N. T. et la F. A. I., si étroite que soient et puissent être les liens de confiance et d'amitié qui les unissent, ces deux organisations sont et restent tout à fait distinctes et indépendantes l'une de l'autre ; de telle sorte que la position théorique et l'action tactique de l'une n'engagent en aucune façon celles de l'autre.

De ce qui précède, il résulte encore que, même dans le cas où il serait vrai que la C. N. T. soit donné le conseil à ses membres de prendre part au scrutin du 16 février, et même dans le cas où ce conseil ait été suivi par la majorité des travailleurs adhérents aux syndicats de la C. N. T., on ne saurait pas en droit de prétendre que les anarchistes de M. Doriot, ont donné des arguments qui ont leur valeur, mais auxquels il convient de ne pas trop s'arrêter étant donné les buts inavoués de leurs auteurs. Pourtant, je dois reconnaître que le député-maire de Saint-Denis — n'en déplaise à M. Bénard, qui est, comme chacun sait, rédacteur au supplément humoristique de l'*Huma* — a mis sérieusement les pieds dans le plat de caviar.

Dommage qu'avant d'y mettre les pieds il y ait si souvent trempé sa cuiller ! Enfin on ne peut lui contester d'avoir parlé de choses qui lui sont familières.

Et je comprends facilement que pour la gent moscouitaire, Doriot soit devenu l'ennemi n° 1...

Pour nous, sans vouloir analyser point par point cette convention pour le moins immorale entre une nation soi-disant prolétarienne et un pays où, que je sache, le capitalisme est toujours le maître, il nous suffit que ce soit d'une alliance militaire qu'il s'agisse pour qu'il soit un danger pour la paix.

Ce n'est pas l'avis évidemment de nos ténors du Front dit populaire. Et M. Pierre Cot qui connaît tout de l'aviation pour avoir été ministre de l'Air a enthousiasmer les « ratificateurs » en leur déclarant que l'aviation soviétique était la plus puissante du monde.

Elle serait mal fondée, alors, car le *Canard* n'a jamais été un journal purement libertaire. Il y a des libertaires au *Canard* — il y en a au moins un — mais l'ensemble de la rédaction représente et vous le savez bien — une mosaïque de tous les non-conformismes. Rien d'autre.

Nous écrivons librement — sans consigner — tout ce que nous voulons, et, seulement, ce que nous voulons. L'allusion que vous faites à l'ambassade de la rue de Grenelle (c'est une adresse que, personnellement, vous m'apprenez) est une méchanceté gratuite.

Le *Canard* qui a assez de lecteurs pour vivre facilement de sa vente, ignore la subvention et le pourboire. Et vous pensez, tout de même, que Doriot mérite d'être en guerre pour rien, pour le plaisir !

Elle seule est actuellement capable de transporter des milliers d'hommes sur les derrières de l'ennemi et de causer ainsi à ce dernier une telle frayeur que le sort de la bataille peut être décidé en un tourne-main.

Cette évocation d'une pluie de cosaques rouges parachutistes a certainement causé aux farouches antimilitaristes d'hier qui siègent sur les bancs communistes et aux pacifco-socialistes et guerre-du-droits une jubilation frisant la pâmoison.

Ah ! oui, la paix est bien en marche, elle nous arrive du ciel ou plutôt de Moscou, ce qui pour la foule bête des électeurs communistes est la même chose.

On nous avait déjà, en 1914, bousculé le crâne avec le fameux rouleau compresseur russe.

Comme toutes choses, les bobards se modernisent, mais ils n'en restent pas moins des bobards, c'est-à-dire des mensonges tellement grossiers qu'ils ne résistent pas à l'examen d'un certainement raisonnable, mais qui agissent sur ceux qui ont pris l'habitude de charger les autres de penser à leur place.

Et, c'est avec ces bobards-là qu'on prépare doucement la dernière des dernières, contre le fascisme, contre le nazisme, pour la paix, le pain et la liberté de pourrir déchiqueté dans la boue sanguinolente d'une tranchée. — Pierre MUALDES.

SIGNE DES TEMPS

Un certain gaillard qui prend ses contemporains pour des « fadas » se sert abondamment de la grande presse pour offrir aux désespérés « le fluide guérisseur qui dégagent ses prodigieuses mains ».

Notre gaillard guérit tout et il faut en croire l'*'Intransigeant'* sa « main prodigieuse », n'épargne même pas « les enfants qui font pipi au lit ».

Au XX^e siècle, dans notre société moderne, n'est-il pas pénible de constater que des individus puissent encore spéculer pareillement sur la bêtise humaine ?

Que de crudité chez les bipèdes ! et ça doit rapporter, il faut que ça rapporte, pour payer les milliers de francs de publicité exigés par la presse pourrie.

Signe des temps...

UN POINT D'HISTOIRE

Le 15 mars 1919 Emile Cottin passait devant le conseil de guerre pour avoir voulu abattre Clemenceau. Dans sa fière déclaration aux juges il dit : « Je suis d'accord avec les bolchevistes et les spartakistes, estimant que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. »

A l'époque, en effet, les anarchistes étaient les seuls à défendre la révolution russe et Emile Cottin exprimait alors un état d'esprit qui n'était pas celui de Cachin, notre moscovite national d'aujourd'hui.

« La Fleur vénitienne » poussée sur le fumier de l'*'Anarchie'* (réquisitoire du capitaine Morin) exaltait la révolte du peuple russe, tandis que les rouges politiciens vilipendaient « les traitres à la cause des alliés ». Un point d'histoire que méconnaissent trop de « Béni-Ouï-ouis » de nos jours.

LE SAUVEUR

Les Camelots du Roy qui matraquèrent sauvagement Léon Blum empêtrèrent quelques souvenirs de « leur action d'éclat ». Les uns s'en furent nantis de morceaux de glace, d'autres, qui d'un chapeau, qui d'une cravate, de quoi, en somme, compléter le musée de guerre de la rue Boccador et à l'occasion de quoi organiser une vente aux enchères dont seraient friandes les royales poires duchesses du sénile Maurras. L'un des agresseurs s'empara également d'un livre du général Mordacq, offert à Léon Blum. Nous

DE LA « PATRIE HUMAINE » DU 18^e ARRONDISSEMENT

Mercredi 11 mars, à 20 heures 30, 83, Rue de la Chapelle. Conférence sur la GUERRE AÉRO-CHIMIQUE par le Général Poudourex.

Participation aux frais : 2 fr. Chômeurs : 1 fr. (ouverture des portes : 20 heures).

Participation aux frais : 0 fr. 95.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

nous sommes laissés dire que la dédicace du général au leader S.F.I.O. était ainsi conçue : « A Léon Blum, le seul homme qui peut sauver la France. »

Devant une attestation aussi formelle et qui émane d'un soldat qui n'est pas de 2^e classe, les prolétaires conscients peuvent dormir tranquille.

Les Croix de Feu avaient leur sauveur Casimir, et ma foi le général n'aurait pas si mal fait de découvrir celui de gêche...

Les romanichels.

UNE LETTRE DE JULES RIVET

Ch

A TRAVERS LE MONDE

Dangereuse comédie

Rien ne montre mieux le désarroi de la diplomatie capitaliste que ces perpétuelles combinaisons où s'emploie l'imagination des hommes politiques, ces soudains changements de front, ces conjonctures contradictoires qui déroulent l'opinion publique habituée à la stabilité d'un système d'alliances comme "ceux qui connaît l'avant-guerre". A peine le pacte franco-soviétique a-t-il été voté par la Chambre qu'on nous prépare à l'idée d'un rapprochement franco-allemand. Une interview retentissante, parue dans « Paris-Midi », a informé le lecteur français que le Führer n'avait pas de projet plus cher que la réalisation d'une entente entre la France et l'Allemagne. Et comme on lui opposait certains passages très francophobes de « Mein Kampf », il répondit qu'il faisait mieux que de revoir et corriger un livre (qui n'est qu'un livre) et qu'il montrait dans les faits, par son attitude, cette volonté de rapprochement avec l'ancien ennemi.

Il paraît que l'interview a obtenu un gros succès. Des hommes politiques notoires — et, par exemple, M. Laval — se sont déclarés enchantés des déclarations du Führer-chancelier et ont affirmé qu'il y avait là un fait nouveau dont il fallait tenir compte. Il est inutile de mentionner que M. Laval compte ainsi faire trébucher Sarraut au Sénat dans la discussion du pacte franco-soviétique. C'est là le jeu courant des politiciens dont les idées s'inspirent comme on sait des seuls intérêts du pays. Il est plus intéressant de signaler qu'on prête à l'Angleterre le dessein d'engager la France dans cette voie du rapprochement avec l'Allemagne. On prétend que la rencontre à Genève de MM. Edén et Flandin a pour principal objet de discuter, non pas l'insoluble problème des sanctions, mais les bases d'un pacte franco-allemand qu'on agrandirait ensuite à l'Angleterre et à l'U.R.S.S.

Le nouveau pacte à quatre aura-t-il plus de réalité que le premier ? En tout cas, le jeu de l'Angleterre est assez clair. Il consiste (car décidément la politique du splendide isolement est abandonnée) à essayer tout d'abord d'isoler l'Italie en lui coupant la voie d'une alliance avec l'Allemagne, à parer ensuite au développement d'un nouveau conflit renouvelé de 1914, qui opposerait l'Allemagne, d'une part, à une coalition franco-russe, d'autre part, conflit dans lequel la Grande-Bretagne devrait, bon gré mal gré, intervenir.

LASHORTES.

U. R. S. S.

(A.I.T.) Le Fonds de Secours Russe nous communiquera les deux notes suivantes qui illustrent d'une façon on ne peut plus tragique et lugubre la situation de nos camarades dans le pays de la dictature du prolétariat.

La lettre suivante nous parvient de notre camarade K., de Moscou :

« Chers Amis, ceci est ma dernière lettre, parce que je considère que je suis absolument superflu. Je suis la de vivre et rien ne m'intéresse plus. Il est très difficile de me comprendre dans cet état. D'ailleurs, à quel bon ? Merci à tous les amis pour tout ce que vous avez fait pour moi et pour votre amitié pendant tant d'années. »

Après avoir purgé six ans de prison et l'exil, notre camarade K. fut de nouveau arrêté en 1929 et envoyé, pour une nouvelle période de trois ans, en exil à Pavlodar (Turkistan). Continuant, d'exil en exil, malade, affaibli, les nerfs brisés, il mourut dans l'hôpital de Moscou où il est accueilli au pied de l'escalier.

Une victime de plus d'un prolétariat mourant et d'une mort volontaire — sous la dictature du prolétariat.

Nous apprenons la mort, au début de janvier, à Vladivostok, de notre excellent camarade Alexis Borovoy.

Professeur de l'Université de Moscou, avant 1917, il s'est vu refuser une chaire par les bolcheviques, comme n'étant pas marxiste. Il avait dû, pour gagner son pain, travailler comme employé dans diverses institutions soviétiques.

Or, il s'est accueilli au pied de l'escalier. Il avait été un des fondateurs de la première organisation anarchosyndicaliste de Moscou et avait collaboré régulièrement à la propagande orale et écrite de nos idées, autant que cela fut possible sous le régime de la terreur bolchevique.

Il fut arrêté, en juin 1929, et exilé pour trois ans à Viatka. Aucune raison ne fut donnée pour cette arrestation stupéfiante et arbitraire. Mais sous le régime stalinien, plus encore que sous celui de Lénine, un homme qui pense est un danger permanent.

Borovoy avait espéré revenir à Moscou, après l'exil. Mais il ne fut pas une exception à la règle générale : à l'expiration d'une première tranche d'exil, une seconde suivait, et ainsi de suite. Borovoy, lui aussi, « obtint » trois autres années d'exil.

Souffrant de tous les malades d'une maladie de cœur, les conditions sévères dans lesquelles il fut obligé de vivre depuis son arrestation mirent assez vite son organisme.

Avec A. Borovoy disparaît une des plus belles figures de l'anarchisme russe. Fidèle à ses idées libertaires, il a payé de sa vie cette fidélité qui, en U.R.S.S., est toujours un crime puni de mort.

A NOS LECTEURS DE PARIS

Le Libertaire doit se trouver dans tous les kiosques. Que nos amis le réclament et nous signalent les marchands qui ne le reçoivent pas.

LUDOVIC.

Nos lecteurs écrivent

Au secours de la famille !

Nous reproduisons une deuxième lettre adressée par la même camarade lectrice de l'Humanité à P. V. C. en réponse à sa campagne répopulatrice.

Naturellement cette lettre a rejoint la première dans la corbeille à papier. Car si le ratapé de l'Humanité a cité des lettres de lecteurs, il va sans dire que cet honneur fut réservé aux frères lapinistes et aux phénomènes de la tribu des Boni-Oui-Oui !

**
Votre article sur la famille paru dans l'Humanité du 2 janvier me plonge dans l'ahurissement.

Vous désapprouvez vos correspondants qui prétendent que seule la Révolution donnera à la famille la place à laquelle elle a droit, que seule la Révolution sera capable de libérer la femme, de donner à la mère et à l'enfant le maximum de sécurité.

Vous estimez vous, qu'une série de lois, votées par un Parlement bourgeois, fera bien mieux l'affaire. Et vous engagez ces camarades à lutter pour faire aboutir ces quelques revendications dans le cadre de la société bourgeoise, revendications qui se retourneront automatiquement contre les ouvriers.

Il est vrai que pendant que les camarades batailleront pour ces foutaises, ils ne penseront pas à cette Révolution que vous craignez pi.

Et pourtant examinons les réformes que vous proposez aujourd'hui. Elles concernent la mère et l'enfant. Voyons comment elles les protègent :

Première réforme. — « Crédit d'une caisse patronale de la maternité. Cette caisse sera alimentée par une taxe spéciale, semblable à la taxe d'apprentissage, qui frapperont tous les employeurs. »

Je prétends que la création de cette caisse sera suivie : 1° D'une diminution de salaire ; 2° fermera la porte des usines et ateliers aux femmes et à celles qui sont mariées particulièrement.

Deuxième réforme. — « Il faut modifier la loi sur les Assurances sociales et assurer à la mère et à l'enfant la gratuité complète des soins médicaux et pharmaceutiques, un congé de quatre mois à pleins salaires, réparti par moitié avant et après les couches, et interdire d'une façon définitive à l'employeur le renvoi d'une femme enceinte. »

Vous admettez donc qu'une femme enceinte travaille pendant sa grossesse jusqu'à 7 mois. Pourtant si je m'en rappelle au professeur Pinard, qui n'était pas communiste, « une femme, dès sa grossesse connue, ne doit plus travailler sous peine de compromettre sa santé et celle de l'enfant ». Il est vrai que vous réduisez la journée de la femme à 6 heures.

Vous et vos semblables ignoriez fatallement, ce que c'est que d'être 6 heures absorbée dans sa tâche, harcelée par un employeur, avec un gosse qui vous grouille dans le ventre, qui pèse sur les organes.

Travailler jusqu'à 7 mois, avec les nausées, les dégoûts, un jour fiévreux, le lendemain courbaturé, aujourd'hui mal dans les reins, demain mal dans le ventre. Et comme l'employeur n'admettra jamais de payer 8 h. pour 6 h. de travail, il faudra accélérer la cadence pour obtenir le même rendement.

Si c'est ainsi que vous comprenez la protection de la femme, je voudrai savoir, comment l'on vous paye pour vous faire de nous.

Mais le bouquet c'est la fin de votre article. Vous réclamez « une législation nouvellement organisant l'eugénisme, réglementant strictement l'avortement légal, et frappant lourdemment l'avortement clandestin ».

Je ne comprends pas très bien. Vos réformes ne suffiront donc pas aux femmes, que vous envisagez la possibilité que certaines refusent la maternité coûte que coûte ?

Et ces femmes qui n'auront pas droit à l'avortement légal, car si je comprends bien celui-ci sera réservé aux malades, ces femmes vous les punirez lourdement si elles se font avorter en cachette !

Pourquoi réglementer l'avortement ? Une femme saine, n'est-elle pas libre ou non d'avoir des gosses si ça lui chante ?

Et Victor Marguerat avec son cri : « Ton corps est à toi » est-il devenu contre révolutionnaire et anti-communiste.

Pourir lourdement une femme qui ne veut pas de gosses ! C'est un comble ! surtout écrit par un communiste 100 %.

Et vous avez raison au début de votre article de ne pas vouloir de Révolution, car en effet comme dit la chanson :

« Ça ne serait pas la peine, évidemment de changer de gouvernement. »

Comment la bourgeoisie liquide le chômage

La crise du chômage va en s'accentuant d'une manière catastrophique à la grande épouvanter de la bourgeoisie qui voit ses privilégiés disparaître. De la crise est née la nouvelle industrie de l'exploitation de la détresse des chômeurs ! De tous côtés on voit apparaître des roulards de toutes tentances, des curés, des bonnes sœurs et même le Parti communiste, faire des quêtes pour les chômeurs. Nous sommes tous les chiens dans la rue pour l'argent ? tellement les chômeurs semblent avoir bon dos. Je suis certain qu'ils n'en ont jamais vu la couleur !

Nous anarchistes nous leur disons : voici bientôt la foire électorale, c'est le moment où jamais de soigner la propagande des candidats, que cela soit Tartempion ou Billonpoire nous ne serons toujours que des pauvres exploités et nous ne voulons pas faire les frais de leur sale politique, ce n'est pas cela qui donnera le bien-être de la classe ouvrière.

N'attendons pas les promesses des politiciens qui font leurs propres affaires et négligent celles de la classe ouvrière. Pour elle, un seul moyen, passer à l'action directe.

L'exonération des loyers, nous l'aurons, quand nous descendrons en masses compacts dans la rue pour l'arracher et aller troubler le sommeil des vieillards du Sénat. Qui ne veulent pas toucher à la propriété bâtie. Que les sénateurs s'appellent Machin ou chose pour nous, cela n'a aucune importance.

Nous les mettons tous dans le même sac. Nous devons avant tout exiger du travail ou du pain, les chômeurs ont le droit de vivre comme tout ce qui est humain, après la boucherie de 1914, nous exigeons de nos exploiteurs du travail ou du pain, les chômeurs le réclament et nous signalent les marchands qui ne le reçoivent pas.

Juliette Larrive.

VOIX DE PROVINCE

La tournée de Frémont

BAYONNE

Le lundi 17 courant, au lieu à Bayonne qui conférence de notre camarade Frémont, qui traita le sujet : « Le Front populaire peut-il nous sauver », et qui réunissait 150 auditeurs présidés par notre camarade le docteur Elosu.

Elosu ouvrit la séance par un petit exposé sur le danger que court le prolétariat du fait des ligues fascistes et rappela l'attentat commis contre Blum, puis passa la parole à Frémont.

Intuite il suppose de présenter aux lecteurs, et Frémont et son sujet, inutile aussi de dire, et nous sommes tous d'accord là-dessus, qu'il répondit aux trois questions de son sujet le F. P. peut-il nous sauver en nous donnant le Pain, la Paix et la Liberté, par un non catégorique.

Nous connaissons et approuvons ses arguments qui pour un homme lucide et de bonne foi sont irréfutables, nous en avons malheureusement trop de preuves.

Puis vint la contradiction.

Le Front Populaire (le contradicteur nous l'a dit lui-même) s'était aussi dès qu'il avait su que Frémont tenait sa conférence et avait délégué pour la contradiction, M. Barromes (je ne puis vraiment l'appeler d'aucune façon camarade) suivi d'une cinquantaine de ses partisans.

Les chefs du F. P. de Bayonne ont pour une fois bien fait leur travail de sabotage et en préparent la suite pour la contradiction : contradiction toute démagogique où l'on sentait le futur candidat aux élections qui défendait son siège.

Autre preuve ou argument plausible infirmant ce qu'avait dit Frémont, mais des grands mots, des tremblements de voix, des gestes larges avec une main sur le cœur, et c'est tout. Il est vrai que c'est ce qui plaît aux électeurs, pauvres moutons. Bref, tout son travail a consisté à garder la tribune pendant une heure et quart : c'était malgré tout du travail, il est vrai qu'il est payé pour cela et qu'il en a.

Puis Frémont, répond à Barromes ; tant que la réponse s'élevait sur des généralités, les interruptions étaient fréquentes mais pas très soutenues, mais dès que les arguments dévraient probants et surtout lorsqu'il a abordé le sujet du pacte franco-soviétique, ça a été le tumulte et le départ des communistes et d'une partie du public qui croyait la conférence terminée.

La scène était bien réglée, mais n'a pas donné tout ce qu'escomptaient ces Messieurs.

Après leur départ, il resta quand même dans la salle une cinquantaine d'auditeurs qui attendirent écoutant la fin de l'exposé de Frémont.

Bref, une fois de plus nous avons pu apprécier la liberté que nous aurons. Barromes nous l'a bien dit, le jour où il sera au pouvoir avec ses copains, nous serons ou tués ou emprisonnés jusqu'au dernier (ce sera l'ère du Pain de la Paix et de la Liberté).

De ces colonnes, nous les remercions de nous avoir mis en garde, nous le savions déjà, ça n'a été qu'une confirmation et nous saurons prendre les précautions qui s'imposent.

Nous avons aussi gagné quelques auditeurs que nous n'avions jamais vus au Groupe et que nous ne connaissons pas comme sympathisants, et qui ont pris à la sortie la défense de nos idées.

Nous rappelons aux lecteurs et sympathisants de la région que notre groupe se réunit tous les premiers vendredis du mois au café « Moka » de Bayonne et leur demandons instamment de venir œuvrer avec nous.

MONTPELLIER

Pour une argumentation solide, Frémont démontre les erreurs, les trahisons des chefs du front populaire : à la lumière du passé, l'on peut voir le degré de liberté que l'on peut attendre de ces équipes gouvernementales se répliquant automatiquement et ne différant les unes des autres que par quelques nuances, mais toutes luttant pour pressurer, spolier, tromper les travailleurs. Et ce n'est pas les promesses pour si dories qu'elles soient des nouveaux aspirants au festin qui peuvent nous illusionner.

Puis Frémont nous parle de la crise profonde et sans issue, où se débat le capitalisme et précisément par son programme, le front populaire jette en quelque sorte une boussole de survie à ce capitalisme en train de sombrer.

Quant au troisième des mots de cette sainte trilogie « La Paix », la nouvelle politique d'encerclement de l'Allemagne se charge de lui donner un sérieux croc-en-jambes, renouvelant en cela l'exemple de la guerre de 1914-1918. Les dirigeants des partis se réclament du prolétariat portant une lourde responsabilité car si en 1914 ils ont pour excuse, qu'ils ont été submergés par la vague nationaliste, aujourd'hui c'est le contraire, c'est eux qui canalisent, qui amènent l'eau au moulin.

Pour conclure, notre camarade Frémont déclare que devant les dangers de guerre qui apparaissent de tous côtés, les travailleurs organisés, le monde du travail entier doit se dresser d'un seul bloc et déclarer un « non » catégorique à cette tentative criminelle et lutter pour l'avènement d'une société sans classes de tous les profits et les crimes seraient bannis.

A l'appel de la contradiction, un partisan du Front Rouge 7 vint nous offrir un intermédiaire. Puis ce fut le contradicteur officiel du Parti Bolchevik. Celui-ci aussi ne refusa pas pour cause, aucun des arguments émis par notre camarade, il n'apporta tout au plus lui aussi que quelques injures, suivie en cela par une douzaine de suivreurs et braillards, males et femelles, qui essayaient de saboter la réunion en hurlant la jeune garde.

Frémont n'eut pas de peine à répondre à ces fanatiques d'une nouvelle sorte et malgré quelques interruptions, l'on peut dire qu'il les posséda jusqu'au trognon.

A noter une bonne réplique de notre camarade Bressel qui leur demanda de venir s'expliquer sur leur silence si ça-visait à faire de nous deux ans. Ce qu'ils ont gardé bien de faire.

Comme résultat, nos bolcheviks obtinrent par leurs injures et leurs interruptions de se mettre toute la salle à dos.

En résumé, très bonne conférence d'information.

La tactique d'obstruction, faite par les bolcheviks a donné aux auditeurs un avant-goût de ce que serait la liberté si la dictature rouge s'installait en France.

Louman.

C'est devant deux cents auditeurs environ que notre camarade René Frémont fit sa conférence « Le front populaire peut-il nous sauver ».

Après avoir passé en revue les différents aspects de la crise économique et avoir montré quels étaient les fauteurs, il démontre la possibilité de l



CONTROVERSE

C.G.T. unifiée ou C.G.T.S.R.?

N. FAUCIER, des correcteurs Confédérés

Je suis un de ceux qui ont eu l'initiative de cette controverse et qui considèrent comme une nécessité vitale pour notre mouvement que se dissipe l'atmosphère de méfiance qui a sévi durant ces dix dernières années, en raison surtout de l'éparpillement des efforts et de l'activité divergente des anarchistes dans les différentes centrales syndicales issues de scissions répétées.

Quelles qu'aient été dans le passé, nos raisons de militer soit à la C.G.T., soit à la C.G.T.U. ou à la C.G.T.S.R. J'ai pour ma part milité dans la C.G.T.U. puis à l'Union Fédérative des Syndicats Autonomes et je suis maintenant à la C.G.T., (aujourd'hui unifiée) et ceux qui sont d'avis que la place des anarchistes est à la C.G.T.S.R. Et, je suis de ceux-là.

Des arguments ! Ah ! compagnons, chacun en trouvera pour justifier, ou essayer de justifier son point de vue.

Un chand partisan de la C.G.T. me disait dernièrement, qu'il quittait la C.G.T.S.R. parce qu'il voulait aller à la masse. Or le syndicat qu'il venait de quitter possédait une centaine de membres, et celui où il venait d'adhérer à la C.G.T. en possédait trente. Il allait donc en effet vers la masse. Ce compagnon pourra me répondre : mon organisation centrale possède un million d'adhérents ! Mais ouï mon vieux, même plus que cela, n'oublie pas de compter tous les adhérents du « Front Populaire » dont la C.G.T. unifiée est un des piliers les plus solides.

Alors, là en effet : c'est la masse (masse anormale), gibier électoral « unifié », des partis communiste, socialiste S.F.I.O., Union socialiste, parti radical, général Pouderoux, Paul Choiné, etc. Bonne chance.

Compagnons... va à la masse... Et bien nous aussi mon vieux « poteau », nous allons aller à la voir, cette masse, dans les préaux d'école, à l'occasion de la « foire électorale ». Et là : nous pourrons « sonner » à notre façon les réactionnaires de la droite et les jésuites du « Front Populaire ». Et c'est cela mes chers amis anarchistes le travail le plus urgent à préparer. Sur ce terrain là, nous serons certainement tous d'accord. Et nous ne perdrons pas notre temps en discussions stériles comme sur la question syndicale. En avant donc : et vive l'anarchie !

A. PEINAUD et R. GERARD, ex-confédérés du bâtiment de Reims

En 1926, la C.G.T.S.R. prit naissance au Congrès de Lyon, et mit fin à l'U.F.G.A., sans toutefois entraîner dans cette nouvelle centrale, la majorité des syndicats autonomes.

À Reims, après cette scission qui donna naissance à un syndicat autonome du bâtiment, qui vécut quelque temps, et disparut faute de local pour tenir sa permanence et ses réunions, car les règlements de la Bourse du Travail, ne prévoyaient qu'un seul syndicat d'une même profession comme adhérent à la Bourse du Travail, et pouvant se réunir dans ses locaux.

Ne voulant retourner à aucun prix, chez les unitaires, du fait de la bolchevisation de la C.G.T.U., et de la main-mise sur cette centrale par le Parti communiste, les anarchosyndicalistes du bâtiment autonome, adhèrent au syndicat confédéré de cette corporation, qui venait de se former peu de temps auparavant sous l'impulsion de militants socialistes.

En 1929, les deux syndicats confédérés et unitaires, entreront séparément en grève pour une augmentation de salaire : grève victorieuse, où un camarade anarchiste ancien délégué de la 12^e région, et signataire de cet article : signa le cahier de revendications, au nom du syndicat confédéré du bâtiment : le bordereau de salaire de cette époque est encore en vigueur en ce moment pour les travaux publics dans le département de la Marne.

En 1930, les unitaires, avec l'appui de P.C. déclenchèrent une grève politisée : les confédérés suivirent le mouvement de lutte contre le patronat, tout en repoussant la politique du P.C. en matière syndicale, ce fut un échec suivant pour les gas du bâtiment et un scandale parmi la classe ouvrière, car un triste individu réussissait à entraîner avec lui quelques compagnons à scissionner du syndicat unitaire au moment du déclenchement de la grève, ils formèrent un syndicat autonome de monteur en chauffage central, qui servit le patronat en qualité de briseur de grève.

Il fallut remonter le courant.

Ce fut en 1931, que trois anarchosyndicalistes unis avec des camarades syndicalistes minoritaires de la C.G.T.U., des abonnés de la Révolution Proletarienne et des membres du syndicat autonome des indirectes, qui nous formâmes à Reims le Comité pour l'unité et l'indépendance du Syndicalisme ; dit Comité des 22.

Periode de lutte et d'action, où nous avons mené une rude campagne de plusieurs années pour arriver au but que nous poursuivions : nous étions à lutter contre les majorités unitaires et confédérées, coalisées contre notre mouvement, à tirer un de nos camarades des griffes des galonnards du conseil de guerre de la 2^e armée, etc.

Pour ce qui se mettent pourtant bien dans la tête que ce qui souhaitent les amis de la C.G.T. l'unité c'est que la C.G.T.S.R. se maintienne dans son isolement actuel et ne vienne pas grossir la minorité syndicaliste qui, elle aussi, va se reconstruire au sein de la nouvelle organisation en évitant, bien entendu, les erreurs passées qui ont permis son exclusion.

Eux, qui ont lutté pour l'unité syndicale, savent qu'on combat difficilement la mystique de l'unité ; c'est pourquoi ils ne doivent pas permettre aux dirigeants de la C.G.T. actuelle de les faire passer devant l'ensemble des syndicats pour des scissionnistes impénitents.

Ils doivent en outre se convaincre que pour retrouver l'oreille des syndiqués, et chasser les méthodes collaborationnistes et politiques qui empoisonnent le syndicalisme, il faut d'abord entrer dans la maison syndicale.

C'est ce que je pensais, en 1929, quand je suis entré à la C.G.T., non pour faire chorus avec les partisans de la collaboration gouvernementale, mais pour y combattre au contraire avec d'autres camarades, cette déviation du syndicalisme. J'ose dire que nous avons, dans cette action, rencontré l'approbation quasi-unanime des syndiqués, auxquels nous, nous, adressions lorsqu'il nous a été opposée l'action directe sur le terrain du travail.

Certes, je n'irai pas jusqu'à dire que nous avons appris des transformations profondes dans la politique cégétiste, mais l'objectif que poursuivait l'U.F.G.A. que nous avons poursuivi dans la C.G.T. : l'Unité syndicale, est un peu notre œuvre, de même que l'abandon du fouhantisme à la S.D.N.

Sans doute devons-nous à notre faiblesse de n'avoir pu faire mieux jusqu'ici, mais nous avons conscience que cette opération de redressement qui ne peut être efficace qu'à la condition d'être exécutée sur le terrain même de l'adversaire, sera considérablement favorisée par le regroupement qui s'opère.

Un certain nombre de camarades de la C.G.T.S.R. l'ont d'ailleurs compris et se préparent à rejoindre la C.G.T. unifiée. Les autres persisteront dans un isolement qui n'a donc jusqu'à ce jour que des résultats négatifs ?

PIERRE LE MEILLOUR, C.G.T.S.R.

Comme je l'ai déclaré à la Bellevilloise au début sur l'unité, je crois que les anarchistes perdent leur temps à discuter sur cette question. Voilà plusieurs années qu'en on parle, que l'on se « chamailler » durablement même. Résultat : accord impossible entre les partisans de la C.G.T. (aujourd'hui unifiée) et ceux qui sont d'avis que la place des anarchistes est à la C.G.T.S.R. Et, je suis de ceux-là.

Des arguments ! Ah ! compagnons, chacun en trouvera pour justifier, ou essayer de justifier son point de vue.

Un chand partisan de la C.G.T. me disait dernièrement, qu'il quittait la C.G.T.S.R. parce qu'il voulait aller à la masse. Or le syndicat qu'il venait de quitter possédait une centaine de membres, et celui où il venait d'adhérer à la C.G.T. en possédait trente. Il allait donc en effet vers la masse. Ce compagnon pourra me répondre : mon organisation centrale possède un million d'adhérents ! Mais ouï mon vieux, même plus que cela, n'oublie pas de compter tous les adhérents du « Front Populaire » dont la C.G.T. unifiée est un des piliers les plus solides.

Alors, là en effet : c'est la masse (masse anormale), gibier électoral « unifié », des partis communiste, socialiste S.F.I.O., Union socialiste, parti radical, général Pouderoux, Paul Choiné, etc. Bonne chance.

Compagnons... va à la masse... Et bien nous aussi mon vieux « poteau », nous allons aller à la voir, cette masse, dans les préaux d'école, à l'occasion de la « foire électorale ». Et là : nous pourrons « sonner » à notre façon les réactionnaires de la droite et les jésuites du « Front Populaire ». Et c'est cela mes chers amis anarchistes le travail le plus urgent à préparer. Sur ce terrain là, nous serons certainement tous d'accord. Et nous ne perdrons pas notre temps en discussions stériles comme sur la question syndicale. En avant donc : et vive l'anarchie !

A. PEINAUD et R. GERARD, ex-confédérés du bâtiment de Reims

En 1926, la C.G.T.S.R. prit naissance au Congrès de Lyon, et mit fin à l'U.F.G.A., sans toutefois entraîner dans cette nouvelle centrale, la majorité des syndicats autonomes.

À Reims, après cette scission qui donna naissance à un syndicat autonome du bâtiment, qui vécut quelque temps, et disparut faute de local pour tenir sa permanence et ses réunions, car les règlements de la Bourse du Travail, ne prévoyaient qu'un seul syndicat d'une même profession comme adhérent à la Bourse du Travail, et pouvant se réunir dans ses locaux.

Ne voulant retourner à aucun prix, chez les unitaires, du fait de la bolchevisation de la C.G.T.U., et de la main-mise sur cette centrale par le Parti communiste, les anarchosyndicalistes du bâtiment autonome, adhèrent au syndicat confédéré de cette corporation, qui venait de se former peu de temps auparavant sous l'impulsion de militants socialistes.

En 1929, les deux syndicats confédérés et unitaires, entreront séparément en grève pour une augmentation de salaire : grève victorieuse, où un camarade anarchiste ancien délégué de la 12^e région, et signataire de cet article : signa le cahier de revendications, au nom du syndicat confédéré du bâtiment : le bordereau de salaire de cette époque est encore en vigueur en ce moment pour les travaux publics dans le département de la Marne.

En 1930, les unitaires, avec l'appui de P.C. déclenchèrent une grève politisée : les confédérés suivirent le mouvement de lutte contre le patronat, tout en repoussant la politique du P.C. en matière syndicale, ce fut un échec suivant pour les gas du bâtiment et un scandale parmi la classe ouvrière, car un triste individu réussissait à entraîner avec lui quelques compagnons à scissionner du syndicat unitaire au moment du déclenchement de la grève, ils formèrent un syndicat autonome de monteur en chauffage central, qui servit le patronat en qualité de briseur de grève.

Il fallut remonter le courant.

Ce fut en 1931, que trois anarchosyndicalistes unis avec des camarades syndicalistes minoritaires de la C.G.T.U., des abonnés de la Révolution Proletarienne et des membres du syndicat autonome des indirectes, qui nous formâmes à Reims le Comité pour l'unité et l'indépendance du Syndicalisme ; dit Comité des 22.

Periode de lutte et d'action, où nous avons mené une rude campagne de plusieurs années pour arriver au but que nous poursuivions : nous étions à lutter contre les majorités unitaires et confédérées, coalisées contre notre mouvement, à tirer un de nos camarades des griffes des galonnards du conseil de guerre de la 2^e armée, etc.

Pour ce qui se mettent pourtant bien dans la tête que ce qui souhaitent les amis de la C.G.T. l'unité c'est que la C.G.T.S.R. se maintienne dans son isolement actuel et ne vienne pas grossir la minorité syndicaliste qui, elle aussi, va se reconstruire au sein de la nouvelle organisation en évitant, bien entendu, les erreurs passées qui ont permis son exclusion.

Eux, qui ont lutté pour l'unité syndicale, savent qu'on combat difficilement la mystique de l'unité ; c'est pourquoi ils ne doivent pas permettre aux dirigeants de la C.G.T. actuelle de les faire passer devant l'ensemble des syndicats pour des scissionnistes impénitents.

Ils doivent en outre se convaincre que pour retrouver l'oreille des syndiqués, et chasser les méthodes collaborationnistes et politiques qui empoisonnent le syndicalisme, il faut d'abord entrer dans la maison syndicale.

C'est ce que je pensais, en 1929, quand je suis entré à la C.G.T., non pour faire chorus avec les partisans de la collaboration gouvernementale, mais pour y combattre au contraire avec d'autres camarades, cette déviation du syndicalisme. J'ose dire que nous avons, dans cette action, rencontré l'approbation quasi-unanime des syndiqués, auxquels nous, nous, adressions lorsqu'il nous a été opposée l'action directe sur le terrain du travail.

Certes, je n'irai pas jusqu'à dire que nous avons appris des transformations profondes dans la politique cégétiste, mais l'objectif que poursuivait l'U.F.G.A. que nous avons poursuivi dans la C.G.T. : l'Unité syndicale, est un peu notre œuvre, de même que l'abandon du fouhantisme à la S.D.N.

Sans doute devons-nous à notre faiblesse de n'avoir pu faire mieux jusqu'ici, mais nous avons conscience que cette opération de redressement qui ne peut être efficace qu'à la condition d'être exécutée sur le terrain même de l'adversaire, sera considérablement favorisée par le regroupement qui s'opère.

Un certain nombre de camarades de la C.G.T.S.R. l'ont d'ailleurs compris et se préparent à rejoindre la C.G.T. unifiée. Les autres persisteront dans un isolement qui n'a donc jusqu'à ce jour que des résultats négatifs ?

LE LIBERTAIRE

PARIS-BANLIEUE

UNE CONFÉRENCE DE SÉBASTIEN FAURE

Le Groupe Libertaire du XIV^e avait organisé l'après-midi de dimanche le 23 février, au Clair de Lune, une Conférence éducative de Sébastien Faure, qui avait choisi comme thème de son exposé : « le ne crois plus en Dieu et je combat la Religion ». Le succès dépassa largement les espérances de nos camarades, puisque les deux salles du Clair de Lune s'avaient trop exigües pour contenir les auditeurs accueillis en foule et beaucoup durent écouter debout, la conférence de notre salle étant à peine terminée. Afin de permettre des auditeurs de suivre l'exposé de Sébastien Faure, un micro avait été installé et fonctionna à merveille.

Avec une remarquable lucidité l'orateur non seulement analysa, mais démonta les arguments des théologiens. Pour cela il se servit des propres définitions des scolastiques pour qui Dieu est le Créateur, la Providence, la Justice, la Puissance, etc., et démonta ces logiques presque mathématique que tous ces attributs ne pouvaient appartenir à Dieu, car l'observation de l'expérience nous montre qu'il existe un monde imparfait, injuste et abandonné à lui-même. Il raisonna comme les scolastiques eux-mêmes, examinant les termes dans leurs définitions, les comparant et en tirant des conclusions qui se retournaient contre leurs propres arguments. Ayant réduit à néant l'idée d'un Dieu personnel qui gouverne le monde, il alla plus loin et démonta l'imposture de ceux qui se prétendent le représenter. Puis il représenta le danger que constitue pour l'homme l'abandon de ses facultés de jugement remplacées par des croyances qui sont un grand obstacle au progrès des hommes.

Il termina son exposé en opposant à l'idéal religieux du croyant, l'idéal du révolté, de celui qui se sente à l'aise dans son état, mais qui se démontre le plaisir d'entendre la délicieuse interprétation montmartroise. Lyette Guérira, En l'occurrence de l'œuvre de Sébastien Faure, je pensais que tous les auditeurs étaient d'accord avec l'interprétation de type : Renef. Figurez-vous que cet ex-P.C.D.F. a compris. Et son talent, qu'il a très grand, est à merveille.

Cette conférence en raison du talent du Sébastien Faure, était écoutee avec un intérêt palpitable par l'auditoire. En effet, l'exposé en termes brefs et sobres captiva dès le début l'assistance et à chacune des conclusions du Sébastien Faure, ce furent des applaudissements à tout rompre qui crépitaient. Il ne se présente pas de contradicteurs. Quelques questions furent posées par le public. Un des auditeurs demanda entre autres ce que Sébastien Faure pensait de la campagne anti-Dieu qui fut en vogue pendant quelques années en U.R.S.S. Notre camarade lui répondit qu'il ne s'agit point de détruire des églises et des religions pour en insister d'autres à la place comme en Russie où le bolchevisme est érigé en religion. Il ne croit pas plus dans Dieu Staline qu'il ne croit en Dieu des chrétiens. Ce qu'il fait c'est libérer l'homme des croyances et former son esprit critique, pour le rendre vraiment à la nature. Il ne se présente pas à la guerre à la guerre » fut son succès. Puis ce fut le spirituel Romain Zadkine qui fut le plus applaudie.

Le séminaire fut très applaudie.

Après la conférence, le Sébastien Faure fut interviewé par le journaliste : Michot.

CENTRE D'EDUCATION POPULAIRE DU XIV^e

Dimanche prochain 8 mars, à 21 heures précises grande salle du Clair de Lune, 15, rue Vanves.

SOIREE CHANTANTE

Le programme : Notre ami Charles D'AVRAY dans ses œuvres nouvelles.

Les chansonniers de la Muse Rouge : H. PICARD, Jane MONTEIL, FREDY, J. M. GOUTE.

Entrée : 3 francs, 1 fr. 50 pour les chômeurs. Descendre au métro Edgard-Quinet. La soirée se terminera à 23 h. 30 précises

MISE AU POINT

Le groupe libertaire du 14^e se réunissant qu'après la parution de ce numéro, nous croyons utile de ne pas attendre pour préciser les conditions dans lesquelles nous avons marché en compagnie des jeunes socialistes révolutionnaires pour la défense de Louvain, arrêté à la suite des bagarres de la rue Asseline.

Il ne s'agit pas, les camarades s'en doutent, d'un mariage, car si nous combattions les bolchevistes officiels, nous n'avons aucune raison de ne pas combattre sur le terrain idéologique les dissidents bolchevistes-léninistes.

Entre les partisans dictateurs et nous il y a un fossé très profond, ceci dit pour mettre fin à des interprétations locales erronées.

Accord circonstanciel ne peut nous faire oublier le rôle des nos compagnons russes, que des dissidents bolchevistes.

L. Mathieu, P. Odéon.

La vente du "Libertaire" à la rue

A quelques-uns du groupe du 14^e nous avons décidé d'agir en vue d'assurer une large diffusion du Libertaire. Nous voulons poursuivre sur une base plus large l'action de notre camarade Raymond qui a su acquérir pour notre journal de nouveaux lecteurs assidus. Cette semaine nous prenons 250 numéros que nous vendrons ce soir vendredi à la Porte d'Orléans, demain samedi après-midi et soir à Denfert-Rochereau et dimanche matin à Montparnasse. Les camarades sauront montrer la nécessité d'ass